

Nos pays bénéficient tous deux du commerce de l'acier. Un tiers des exportations américaines d'acier est destiné au Canada, le principal acheteur d'acier américain. Les aciéries canadiennes achètent plus de 95 % de leur charbon à coke et un tiers de leur minerai de fer aux mines américaines. Et il s'agit là d'emplois pour les mineurs de charbon de la Pennsylvanie et les travailleurs de l'acier du Michigan.

Cet acier entre dans la fabrication de voitures, de machines agricoles industrielles, produites et utilisées des deux côtés de la frontière. Toute perturbation au niveau du commerce de l'acier ne fera que nuire à nos deux pays.

La façon dont on fait face aux facteurs de friction - quelle que soit leur importance - influence le climat et la volonté politique à la base du succès des négociations. Les Américains ici présents sont au courant, je pense, des retombées de l'affaire des bardeaux et de celle du bois d'oeuvre résineux au Canada. Si vous ne l'êtes pas, demandez à n'importe quel Canadien qui se trouve aujourd'hui parmi nous. De telles actions minent sérieusement la confiance des milieux publics et politiques.

Notre calendrier dépend bien sûr des programmes politiques des deux gouvernements. L'issue de ces pourparlers dépendra dans une large mesure de l'engagement de l'administration américaine à l'égard des négociations et de la détermination de l'administration à faire accepter une entente par le Congrès. Nous nous rappelons la surprise d'avril dernier, lorsque le Sénat américain a réfléchi pendant une douzaine de jours avant d'approuver la demande de l'administration de recourir à la procédure accélérée.

Toutefois, nous sommes également conscients du fait qu'une entente qui ne jouit pas d'un vaste appui de la part des Américains, quel que soit leur parti, n'a guère de chance d'être appuyée à Washington. Nous avons été encouragés par les paroles que nous ont adressées les sénateurs Bentsen, Chaffee, Matsunaga et Baucus lors de leur visite à Ottawa en décembre dernier. Nous espérons que l'administration maintiendra rigoureusement son appui.

De même, toute entente acceptée par le gouvernement canadien devra passer l'épreuve critique de l'opinion publique canadienne et obtenir l'appui du Parlement et des provinces.

Par conséquent, toute entente que nous mettrons au point ensemble devra servir clairement les intérêts de nos deux pays. Cela est parfaitement réalisable étant donné que le commerce n'est pas un jeu à somme nulle. Les deux partenaires ont chacun intérêt à négocier une entente satisfaisante et équitable.